

## **Halifax Regional Municipality**

### **Réponses**

#### **1. Reprise économique et croissance**

*Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?*

Les grandes villes sont les moteurs économiques de l'économie canadienne. Elles sont des centres d'innovation qui augmentent la productivité et attirent les gens et les entreprises. Un certain nombre d'études récentes montrent que la réussite économique des grandes villes du Canada est essentielle à la réussite du pays dans son ensemble. Notamment, le Conference Board du Canada a déterminé neuf villes carrefours au Canada qui sont les principales agglomérations métropolitaines économiques dans leurs provinces respectives. La croissance économique dans ces grandes villes entraîne un taux de croissance encore plus rapide dans les petites collectivités à la grandeur des provinces. Halifax, une des villes carrefours du Canada, est unique du fait qu'elle est la seule ville carrefour régionale, alimentant les économies des collectivités dans tout le Canada atlantique. Le Conference Board a constaté l'impact de Halifax dans chaque test effectué dans les provinces atlantiques. Plus l'économie de Halifax croît, plus fort est le Canada atlantique dans son ensemble. Ainsi, l'allocation stratégique des investissements conduira à un scénario gagnant pour tous, tant les grandes que les petites collectivités. Actuellement, les municipalités arrivent à la croisée des chemins pour ce qui est de leurs responsabilités et de l'accès à des revenus suffisants. L'infrastructure municipale est le fondement de l'économie canadienne. Les petites entreprises ont besoin de routes et de ponts de qualité pour la fourniture des biens et des services. Les travailleurs ont besoin de services de transport en commun rapides et efficaces pour se rendre au travail. Et les entreprises en croissance comptent sur des services communautaires de grande qualité, comme des bibliothèques, des patinoires pour le hockey, etc., pour attirer des travailleurs qualifiés. Les municipalités sont responsables de 53 % de l'infrastructure au Canada—comparativement à 34 % au cours des années 1960—mais doivent compter sur un système d'impôt foncier désuet qui génère seulement huit cents par dollar fiscal pour s'acquitter des responsabilités croissantes qui leur incombent. Les municipalités doivent fournir et élargir les services pour être en mesure de contribuer à la prospérité nationale en attirant des personnes et des investissements. Au cours des quelques dernières années, le gouvernement fédéral a créé un partenariat plus fort avec les municipalités qui commence à s'attaquer à certains des problèmes d'infrastructure qui s'y posent. Ce travail doit continuer, notamment compte tenu du plan d'infrastructure à long terme fédéral prévu en 2014. De plus, il est temps d'examiner sérieusement la structure fiscale municipale et d'entamer de franches discussions sur la façon d'améliorer les systèmes de financement des municipalités de sorte que les recettes municipales correspondent aux services qu'elles ont la responsabilité de fournir.

## **2. Création d'emplois**

*Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?*

L'investissement dans l'infrastructure joue un rôle sur deux plans au chapitre de la création d'emplois en continu. La construction initiale, suivie de la dotation et de l'entretien réguliers fournissent une source constante d'emplois dans les collectivités. À un niveau supérieur, les systèmes d'infrastructure améliorés jouent un rôle en attirant les gens, notamment les travailleurs mobiles dans l'économie du savoir, qui donnent le coup d'envoi à l'innovation, laquelle conduit à l'augmentation de la productivité. La MRH a grandement profité de l'investissement fédéral ces dernières années. Le soutien financier fédéral à la Bibliothèque centrale, au Centre des Jeux du Canada et au nouveau centre des congrès au centre-ville a eu un impact économique énorme, soit des millions de dollars, sur Halifax. Des centaines d'emplois s'ajoutent à l'économie régionale : Bibliothèque centrale – 422 emplois durant l'étape de la construction, 175 emplois par an pour le fonctionnement; Centre des Jeux du Canada – 652 emplois durant l'étape de la construction, 282 emplois par an pour le fonctionnement; Centre des congrès – 1 700 emplois durant l'étape de la construction, 27 000 emplois durant les 10 premières années de fonctionnement. Le développement de l'économie verte est une autre possibilité offerte aux municipalités de travailler avec le gouvernement fédéral pour créer des emplois et bâtir des collectivités durables pour les citoyens. Au cours des 10 dernières années, les municipalités ont réalisé des milliers de projets pour mettre fin à la pollution, économiser de l'énergie et réduire les émissions. La MRH est un chef de file national au chapitre de la mise en œuvre de méthodes durables qui renforcent notre économie. Notre solide système d'aqueduc est tout à fait au point, innovateur et exhaustif et soutient des centaines d'emplois locaux dans le secteur privé. L'installation de feux de circulation à affichage DEL permet d'économiser l'énergie tout en soutenant l'industrie de la fabrication de DEL actuellement en croissance en Nouvelle-Écosse. Le programme « cité solaire », s'il est réalisé avec l'appui de la Fédération canadienne des municipalités, permettra aux propriétaires d'économiser de l'argent et de l'énergie et contribuera à l'industrie locale de fabrication de panneaux solaires. En travaillant avec des partenaires fédéraux et provinciaux, les municipalités pourraient investir dans beaucoup plus de projets rentables ayant fait leurs preuves et servir de tremplin aux stratégies fédérales pour créer une économie plus verte.

## **3. Changement démographique**

*Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?*

La stratégie économique de la MRH a pour but de mettre en place un environnement accueillant et inclusif pour les groupes sous-représentés et de travailler avec le gouvernement provincial et le milieu des affaires afin d'attirer et de retenir les immigrants. Le travail effectué

au niveau provincial au chapitre de la reconnaissance des titres de compétences étrangers, la rétention des étudiants internationaux et l'augmentation de la limite fixée dans le cadre du Programme des candidats des provinces sont toutes des mesures qui permettraient de combler la pénurie de main-d'œuvre prévue.

#### **4. Productivité**

*Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?*

Les centres de recherche et de développement contribuent largement aux innovations qui font augmenter la productivité. Halifax a la chance de posséder un certain nombre de grappes industrielles qui sont des centres de R. et D. de renommée internationale : les océans, les sciences de la vie, la construction navale, l'aérospatiale et la défense ainsi que le développement du numérique et des TI. Pour assurer la croissance de ces centres, les municipalités doivent attirer des travailleurs du savoir dont les apports contribueront à l'accroissement des niveaux de productivité. Pour ce faire, il nous faut les outils nécessaires pour bâtir des collectivités attrayantes, durables et dynamiques. Le transport en commun est l'un des services les plus importants offerts par les municipalités. Dans la MRH, depuis 2006, il y a eu une augmentation de l'ordre de 32 % des services de transport en commun et le nombre de passagers s'élève annuellement à près d'un million. La demande du public continue de croître, que ce soit la fourniture du service dans de nouveaux secteurs, la fréquence accrue du service sur les parcours existants et des modes de transport additionnels, y compris des traversiers et le métro léger. Toutefois, la MRH, comme d'autres municipalités, n'a pas les fonds requis pour répondre à cette demande. Par conséquent, il y a plus de voitures sur la route et plus de perte de temps à cause de la circulation. Les retards causés par la saturation du réseau routier coûtent aux automobilistes canadiens et à l'économie plus de 5 milliards de dollars annuellement. Le Canadien passe en moyenne l'équivalent de près de 32 jours de travail sur la route pour se rendre au travail et en revenir. La saturation du réseau routier a un impact négatif sur la productivité en ralentissant le déplacement des biens, des services et des personnes jusqu'au point mort. Pour être compétitif au niveau international, le Canada a besoin de réseaux de transport rapides et efficaces qui assurent les liaisons entre les entreprises et les clients, entre les travailleurs et les emplois de même qu'entre les collectivités et les marchés internationaux. Toutefois, à cause du manque de financement à long terme et de coordination entre les gouvernements, la saturation du réseau routier est devenue hors contrôle et les liaisons aériennes, ferroviaires, routières et maritimes au Canada souffrent de problèmes importants. La MRH accorde tout son appui à la demande de la FCM concernant une stratégie nationale en matière de transport qui permettra une meilleure coordination entre les gouvernements par le truchement de divers objectifs, soit une diminution du temps de déplacement pour les travailleurs, une aide financière fédérale et provinciale pour le transport en commun et l'établissement d'échéanciers pour combler les lacunes stratégiques dans le système de transport au Canada.

## **5. Autres défis**

*On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?*

Au printemps 2012, la touche finale a été apportée au nouveau règlement fédéral concernant les eaux usées approuvé par le Conseil canadien des ministres de l'Environnement (CCME). Les municipalités sont d'accord avec l'objet du règlement et son but, soit une meilleure protection de la santé humaine et de l'environnement et un renforcement des dispositions réglementaires concernant les eaux usées. Toutefois, le coût de l'amélioration des systèmes de traitement des eaux usées, qui sont pour la plupart la propriété des municipalités, pour satisfaire au nouveau règlement sont prohibitifs. Aucune stratégie relative aux coûts n'a été élaborée et aucune source de financement fédérale ou provinciale n'a été établie. Le nouveau règlement obligera le quart des municipalités au Canada à construire des systèmes de traitement des eaux usées ou à remplacer ceux existants. La Halifax Water évalue à 2 milliards de dollars le coût de la mise à niveau uniquement de son système. Les municipalités n'ont tout simplement pas la capacité financière d'effectuer seules ces mises à niveau. La stratégie concernant les eaux usées du CCME est d'envergure nationale et enchâssée dans les lois fédérales. Il convient de mettre en place une stratégie nationale de financement qui y soit expressément consacrée.